

TD n°3 : Faut-il mener des politiques de « consolidation budgétaire » en période de récession ? (2h)

Résumé : La crise économique et financière a remis au goût du jour les politiques budgétaires keynésiennes. Si celles-ci n'ont pas permis d'éviter une récession sévère en 2009, elles ont pu néanmoins stopper l'hémorragie de la dépression. Même si l'incertitude concernant la reprise est grande, l'heure est désormais dans la plupart des pays à la consolidation budgétaire\*. Plusieurs questions se posent alors. La première est celle de l'efficacité des politiques budgétaires que l'on évalue à partir de la mesure des multiplicateurs. [...] Les politiques de consolidation budgétaire sont-elles adaptées à la situation conjoncturelle actuelle ? La réponse est non car les économies avancées se situent actuellement toutes en bas de cycle. Dans ce contexte, les multiplicateurs budgétaires sont élevés et les effets récessifs des politiques d'austérité seront forts.

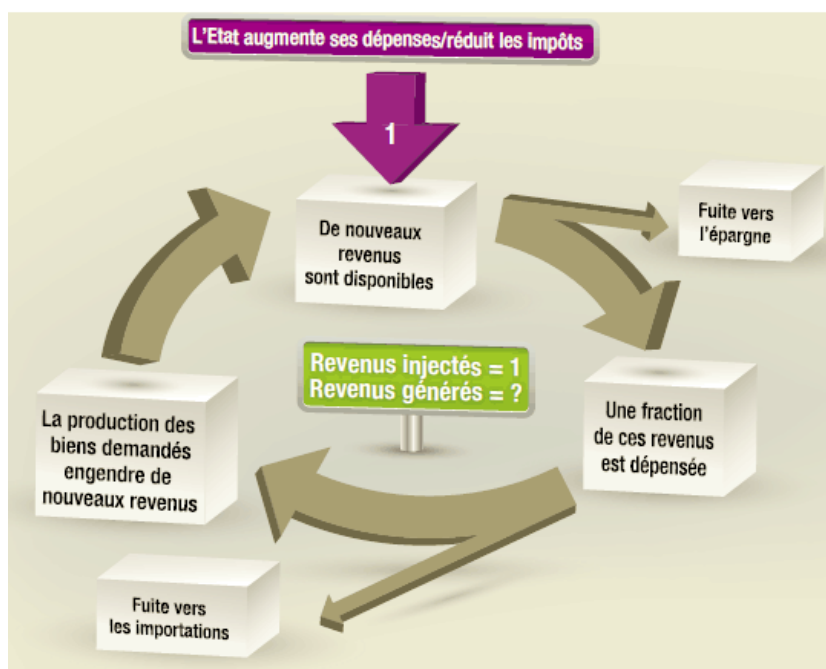
Source : Petit précis de politique budgétaire par tous les temps : Les multiplicateurs budgétaires au cours du cycle, par Jérôme Creel, Éric Heyer, Mathieu Plane, Revue de l'OFCE n° 116, janvier 2011 (<http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/2-116.pdf>)

\* Réduction du déficit du budget de l'Etat

✍ 1 - Quelle politique conjoncturelle un gouvernement doit-il mener s'il cherche une « consolidation budgétaire » ? (1)

Document 1

Le multiplicateur budgétaire



Source : Alternatives Economiques Hors-série n° 097 - avril 2013

✍ 2 - Cochez la/les bonne(s) réponse(s) : (-0,5 par erreur ou oubli)

- a) Une politique de relance budgétaire consiste en :  
 recettes fiscales  dépenses fiscales  
 dépenses publiques  dépenses publiques
- b) L'effet multiplicateur d'une relance budgétaire est d'autant plus élevé que le taux d'épargne est  faible  fort, et donc que la propension marginale à consommer est  faible  forte ; et que la consommation de produits importés est  faible  forte.
- c) Les relances budgétaires ont un effet positif sur la croissance ( $\Delta$  PIB) lorsque :  
 si pour 1 de revenus injectés par l'Etat, on obtient -0,5 de revenus générés pour les agents économiques  
 si pour 1 de revenus injectés par l'Etat, on obtient 0,5 de revenus générés pour les agents économiques  
 si pour 1 de revenus injectés par l'Etat, on obtient 1 de revenus générés pour les agents économiques  
 si pour 1 de revenus injectés par l'Etat, on obtient 1,5 de revenus générés pour les agents économiques  
 si pour 1 de revenus injectés par l'Etat, on obtient 2 de revenus générés pour les agents économiques

Document 2 : Impact sur le PIB d'une hausse des dépenses publiques ou d'une baisse des prélèvements obligatoires (PRO) à court, moyen et long terme (en % de PIB)

Relance par...	Estimations de l'OFCE	Le PIB augmente de... (en %)			
			1 an	5 ans	10 ans
...baisse des PRO	Baisse de 1 point de PIB des cotisations sociales	Bas de cycle*	1,0	1,6	1,5
		Haut de cycle**	0,8	1,2	0,1
	Baisse de 1 point de PIB de la TVA	Bas de cycle	1,2	1,2	1,7
		Haut de cycle	1,1	0,9	0,0
... hausse des dépenses publiques	Hausse de 1 point de PIB des prestations sociales	Bas de cycle	1,0	1,1	1,3
		Haut de cycle	1,0	0,8	0,0
	Hausse de 1 point de PIB de l'investissement public	Bas de cycle	3,6	3,4	4,1
		Haut de cycle	3,2	1,3	-1,4
	Hausse de 1 point de PIB de l'emploi public	Bas de cycle	1,3	1,2	1,5
		Haut de cycle	1,0	0,0	-1,1

\* Bas de cycle = récession  
 \*\* Haut de cycle = expansion

D'après Revue de l'OFCE n°116, janvier 2011, page 83 (<http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/2-116.pdf>)

✎ Lecture : En période de récession (bas de cycle) une relance budgétaire par diminution d'1 point de PIB des cotisations sociales génère 1% de PIB supplémentaire à l'issue de la première année, 1,6% de PIB (en tout) au bout de 5 ans et 1,5 % de PIB (en tout) au bout de 10 ans. Les effets surviennent donc surtout la première année et s'amenuisent voire disparaissent ou s'inversent avec le temps.

- ✍ 3 - Quel est l'instrument des politiques de relance budgétaire qui produit l'effet de relance le plus grand au bout d'un an ? Donnez 2 exemples de ce dernier. (1)
- ✍ 4 - Quel est l'instrument des politiques de relance budgétaire qui produit l'effet de relance le moins grand au bout d'un an ? Donnez 2 exemples. (1)
- ✍ 5 - Donnez 2 exemples d'emplois publics. (1)
- ✍ 6 - A court terme (1 an) en période de récession (bas de cycle), mieux vaut-il relancer en baissant les PRO ou en augmentant les dépenses publiques ? A long terme (10 ans) ? Justifiez vos réponses avec les données pertinentes. (2)
- ☞ Donc à court terme comme à long terme, en période de récession, la relance budgétaire est plus efficace via : (-0,5 par erreur ou oubli)       L'investissement public       La baisse de la TVA
- ✍ 7 - Que signifie les résultats nuls ou négatifs ? (1)
- ✍ 8 - Est-il pertinent de mener des politiques de relance budgétaire en période d'expansion ? Justifiez votre réponse. (1)
- ☞ Donc les politiques de relance sont bénéfiques à court terme quelle que soit la conjoncture mais néfastes à long terme en période : (-0,5 par erreur ou oubli)       de récession       d'expansion.

### Document 3 : L'efficacité de la politique budgétaire et la querelle du multiplicateur

L'Etat peut-il influencer le niveau d'activité en faisant varier les dépenses et les recettes publiques ? C'est l'enjeu du débat sur l'ampleur du multiplicateur budgétaire. Le principe de base du multiplicateur est qu'une dépense publique supplémentaire (ou une baisse d'impôt) provoque un surcroît de revenu, lequel est au moins partiellement dépensé, ce qui suscite une production supplémentaire et de nouveaux revenus. Par effets d'entraînement successifs, l'accroissement du revenu national engendré peut être plus important que la dépense initiale. On dit alors que le multiplicateur a une valeur supérieure à un. Mais le mécanisme peut fonctionner aussi en sens inverse. Une baisse de la dépense des administrations publiques - ou une augmentation d'impôt - ponctionne les revenus et freine l'activité.

A la suite de la Grande Dépression et des travaux de Keynes, et dans les décennies d'après-guerre, la politique budgétaire était considérée comme l'instrument majeur au service de la croissance [...]. La politique budgétaire a cependant été remise au second plan à partir des années 1980, du moins en Europe. Son efficacité est considérée comme limitée par un ensemble de contraintes. Certaines sont liées à ses effets secondaires, qui annulent en partie ses bénéfices : fuite par les importations dans des économies de plus en plus ouvertes, hausse du taux d'intérêt dès lors que le déficit public est financé sur les marchés... ; d'autres tiennent aux délais de mise en œuvre de ces politiques, dont les effets se font dès lors souvent sentir à contretemps. D'autres encore, plus théoriques, relèvent de ce que les économistes appellent "l'équivalence ricardienne" : anticipant des hausses d'impôts futures, les agents réagiraient à un creusement du déficit par une augmentation de leur épargne [...]

Mais la dégradation de la conjoncture dans la zone euro a invalidé cette vision. Toutes les conditions sont au contraire réunies pour maximiser l'impact récessif des politiques budgétaires : la demande privée est extrêmement déprimée ; les taux d'intérêt, déjà proches de zéro, ne peuvent baisser davantage ; et l'austérité est pour ainsi dire "coordonnée". Comme l'explique l'OFCE, "à l'effet restrictif national de l'ajustement s'ajoute celui des partenaires qui passe par le canal du commerce extérieur. La restriction budgétaire d'un pays se transmet ainsi aux autres pays".

Le Fonds monétaire international (FMI) le reconnaît explicitement : "Les multiplicateurs utilisés dans les prévisions de croissance ont été systématiquement trop bas depuis le début de la grande récession." Habituellement fixés à 0,5, ils seraient plutôt de l'ordre de 0,9 à 1,7. L'impact restrictif des politiques d'austérité menées dans la zone euro est donc bien plus important que prévu.

Source : Alternatives Economiques Hors-série n° 097 - avril 2013 ([http://www.alternatives-economiques.fr/l-efficacite-de-la-politique-budget\\_fr\\_art\\_1211\\_63578.html](http://www.alternatives-economiques.fr/l-efficacite-de-la-politique-budget_fr_art_1211_63578.html))

- ✍ 8 - Comment le multiplicateur peut-il jouer à l'envers ? Faites un schéma d'implication pour répondre. (2)
- ✍ 9 - Quelles sont les 4 contraintes qui pèsent sur l'efficacité de la relance budgétaire ? Explicitez. (1)
- ✍ 10 - Pourquoi la coordination (ou synchronisation) des politiques budgétaires, qu'elles soient de relance ou de rigueur, amplifie les effets ? (2)
- ✍ 11 - Si le multiplicateur est de 0,5, est-il efficace de mener une politique de consolidation budgétaire pour lutter contre le déficit public ? Justifiez votre réponse. (1)
- ✍ 12 - Si le multiplicateur est > 1, est-il efficace de mener une politique de consolidation budgétaire pour lutter contre le déficit public ? Justifiez votre réponse. (1)
- ✍ 13 - Quel enjeu politique y'a-t-il autour de l'estimation économique des multiplicateurs budgétaires (ou dit autrement, pourquoi est-il fâcheux que le FMI se soit trompé dans ses estimations) ? (2)

### Document 4 : Une revue récente de la littérature sur les multiplicateurs budgétaires : la taille compte !

A l'exception des travaux d'Alesina, un large consensus émerge des derniers travaux théoriques et empiriques existants dans la littérature économique : une politique de consolidation budgétaire est préférable en période de reprise de l'activité et est pernicieuse voire inefficace lorsque l'économie est à l'arrêt ; si celle-ci doit être menée en période de basse conjoncture, une augmentation des impôts serait moins néfaste à l'activité qu'une réduction des dépenses publiques...

Source : Blog de l'OFCE 21, Par Eric Heyer, novembre 2012 (<http://www.ofce.sciences-po.fr/blog/?p=2887>)

✍ 14 – Explicitez la phrase soulignée en vous servant des données du document 2. (/1)

Document 5 : Chiffrage des plans de relance de 2009-2010 et des plans de rigueur dès 2011

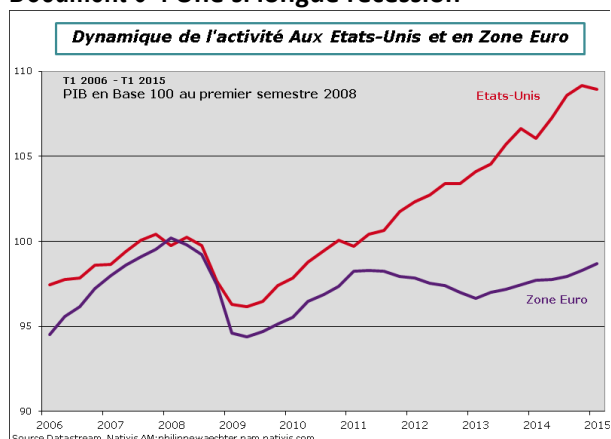
	Impulsion budgétaire (+ : relance   - : rigueur)		
	2009		A partir de 2011
	En % du PIB	En milliards d'euros	En milliards d'euros
France	1,3	+ 26	- 100 en 3 ans
Allemagne	1,3	+ 50 en 2 ans	- 86 en 4 ans
Royaume-Uni	1,2	+ 20	- 91 en 5 ans
Italie	0,4	+ 5,5	- 93,5 en 3 ans
Espagne	1,7	+ 19,1	- 70 en 3 ans
Etats-Unis	5,0	+ 789 (1)	- 4000 en 12 ans (1) (2)
Japon	nd	+ 200	+175 (3)
Chine	7,0	+786 (1)	+127 (3)

Sources : Natixis ; Commission européenne ; Eurostat ; ministère de l'économie des finances et de l'emploi ; Le Monde 5/12/2008 et 6/9/2011, Larousse, Le Figaro 7/9/2012 et 11/01/2013.

(1) En milliards de dollars. (2) Année 2012 (3) Année 2013 nd : donnée non disponible

15 – Faites une phrase explicite et précise donnant sens à chacune des 3 données pour la France. (/1)

Document 6 : Une si longue récession



Source : Blog Le Monde de Thomas Piketty, 8/1/2016, <http://piketty.blog.lemonde.fr/2016/01/08/2007-2015-une-si-longue-recession/>

✍ 16- De quand date la désynchronisation des économies américaines et européennes ? (/1)

✍ 17- A quoi est due cette divergence ? (/1)

✍ 18- A votre avis, pourquoi les Etats européens ont fait un tel choix en 2011 ? (/1)

✍ 19 - Conclusion : Complétez avec les mots suivants (-0,5 par erreur ou oubli)

PIB – frein – relance – expansionniste – recettes – consolidation - bas – haut - déficit public – simultanément – budgétaire – conjoncture – budgétaire - effets

« La question de savoir à quel moment (timing) mener une politique \_\_\_\_\_ est cruciale. Il en va en effet de l'efficacité même de la stratégie de politique économique mise en place, comme on l'a vu plus haut. Menée en \_\_\_\_\_ de cycle, une politique budgétaire \_\_\_\_\_, entamée éventuellement pour des raisons électoralistes, peut être inflationniste et nuire à la compétitivité mais aussi engendrer un fort effet d'éviction et réduire in fine le \_\_\_\_\_ : tel est le cas d'une politique d'investissement ou d'emploi public. Menées en \_\_\_\_\_ de cycle, ces deux mêmes politiques deviennent efficaces, engendrant une forte augmentation du PIB. Les prescriptions de politique \_\_\_\_\_ qui en découlent – les instruments budgétaires et fiscaux doivent être maniés sans parcimonie, en connaissance de cause de leurs \_\_\_\_\_ négatifs indirects (perte de compétitivité, par exemple) et, surtout, au cours de la phase cyclique adéquate – valent aussi bien pour les politiques expansionnistes que pour les politiques de \_\_\_\_\_ budgétaire. Aussi peut-on être inquiet de voir l'ensemble des gouvernements européens renoncer précocement, [depuis fin 2010-2011] à la \_\_\_\_\_ et entamer une période de forte rigueur budgétaire alors que l'économie européenne reste dans une phase basse de \_\_\_\_\_. La généralisation de la rigueur dans toute l'Europe [a porté] un sérieux \_\_\_\_\_ à la croissance économique : les multiplicateurs budgétaires sont en effet d'autant plus grands que les politiques budgétaires sont \_\_\_\_\_ orientées vers l'expansion ou vers la rigueur. Le gain budgétaire attendu par les politiques d'austérité (rigueur) pourrait être en grande partie rogné par le manque à gagner du côté des \_\_\_\_\_ fiscales avec la moindre croissance. Ces politiques budgétaires, menées sous la contrainte des marchés financiers, pourraient s'avérer contreproductives. S'il est probable qu'elles ne puissent pas réduire rapidement le \_\_\_\_\_, elles pourraient en revanche avoir pour conséquence le déclenchement de la déflation dans la zone euro. Le problème de la soutenabilité de la dette publique en serait alors renforcé. »

Source : on cite <http://www.ofce.sciences-po.fr/hdfr/revue/2-116.pdf>